

Asie du Sud-Est

Coopération stratégique pour une prospérité partagée entre le Japon et l'Asie du Sud-Est

Les pays d'Asie du Sud-Est ont traversé la crise financière et économique mondiale de 2008 sans trop de dommages, et le développement économique stable qu'ils connaissent encore aujourd'hui en fait l'un des pôles de la croissance mondiale. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a établi une feuille de route vers la communauté de l'ANASE d'ici 2015 et elle prend des mesures pour parvenir à l'intégration économique, notamment en éliminant les taxes douanières dans la région. Dans ce contexte, le Japon doit établir de nouveaux partenariats pour atteindre la croissance avec les pays d'Asie du Sud-Est.

Par ailleurs, la croissance a entraîné un creusement des inégalités au sein de la région de l'ANASE ainsi que dans les pays eux-mêmes, qui doivent aussi faire face à une situation inquiétante marquée par des problèmes urbains et environnementaux de plus en plus manifestes. Enfin, la région est toujours confrontée à de nombreux problèmes tels que les catastrophes naturelles et les troubles civils. La JICA entend répondre à ces nouveaux défis en contribuant à une croissance durable en Asie du Sud-Est, un élément tout aussi indispensable à la santé économique japonaise.

Principales stratégies d'aide

Croissance économique régionale et Nouvelle Stratégie de croissance, Promotion d'un développement inclusif et engagement à résoudre les problèmes communs au sein de la région

Croissance économique régionale et Nouvelle Stratégie de croissance

Avec la place prépondérante de l'Asie dans l'économie mondiale, les relations du Japon avec l'Asie du Sud-Est ont acquis un caractère encore plus impératif qu'auparavant pour l'avenir du Japon. La JICA souhaite soutenir le développement des pays d'Asie du Sud-Est et renforcer ses liens avec la Nouvelle Stratégie de croissance et la stratégie Asie du gouvernement japonais.

Concrètement, la JICA soutient le développement socioéconomique des pays d'Asie du Sud-Est par divers projets dans les domaines suivants : le développement des infrastructures, et notamment des routes, des voies ferrées, des ports, des aéroports et des systèmes d'égout et d'approvisionnement en eau ; la création d'un climat

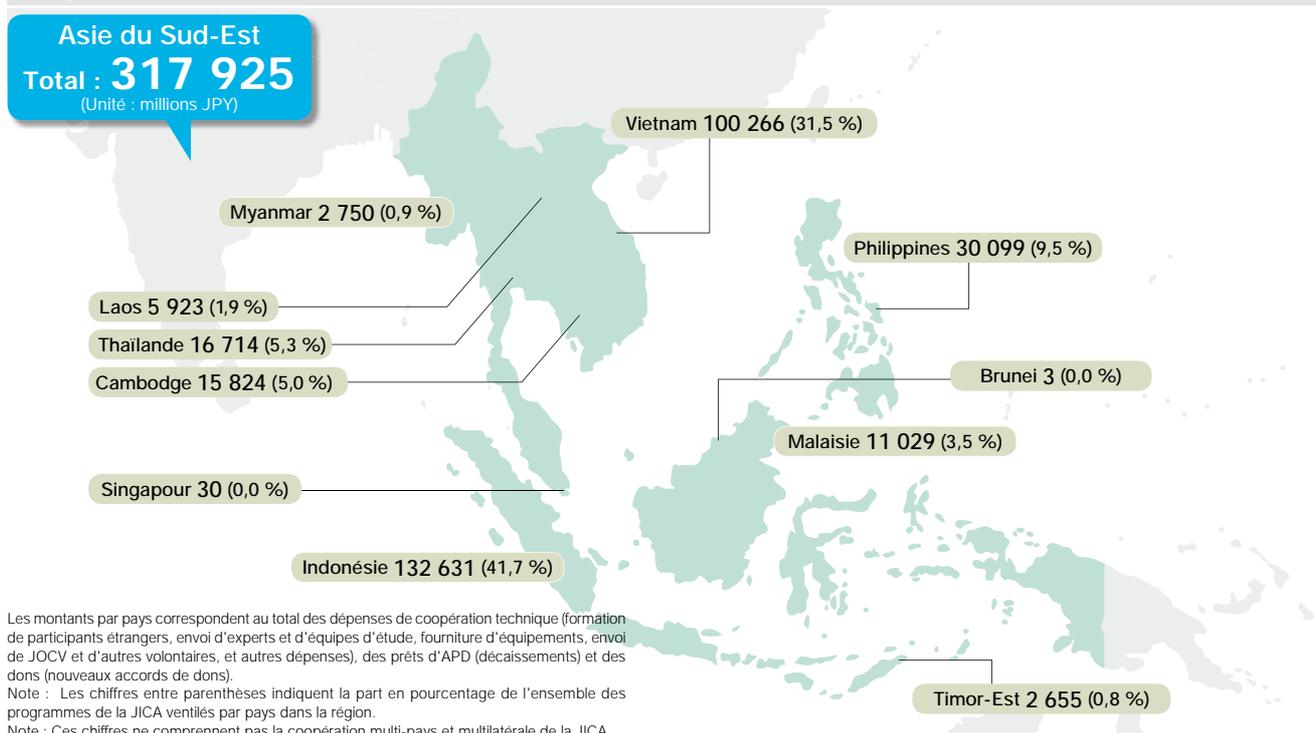
propice aux investissements et le développement des industries auxiliaires ; le renforcement des partenariats avec les bailleurs de fonds privés et des activités des entreprises par le mécanisme des partenariats public-privé (PPP). En outre, la JICA s'efforce d'accroître et de renforcer à la base les activités des entreprises japonaises qui contribuent au développement des pays d'Asie du Sud-Est.

Promouvoir un développement inclusif

La JICA soutient la croissance économique de la région ainsi que son développement inclusif. En d'autres mots, elle s'attache à corriger deux types de disparités : les disparités dans la région ainsi que les disparités dans les pays eux-mêmes.

Par disparités régionales, on entend les écarts de développement

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (Exercice 2010)





entre les pays fondateurs de l'ANASE – l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande – rejoints par le Brunei, et les membres plus récents, à savoir le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam. Dans ces pays, afin de consolider les fondations du développement socioéconomique (enseignement de base et soins de santé) et de promouvoir la croissance en capitalisant sur l'élan impulsé par la région, la JICA promeut activement le développement des infrastructures matérielles et immatérielles ainsi que celui des ressources humaines dans l'industrie, en s'adaptant au stade de développement de chaque pays.

Par ailleurs, dans les pays membres de l'ANASE disposant d'un niveau plus élevé de développement socioéconomique, mais où des disparités subsistent au niveau national, la JICA, consciente qu'elles constituent des facteurs potentiels de déstabilisation, entreprend de remédier et de prévenir les inégalités.

■ Résoudre les problèmes communs au sein de la région

Dans le cadre des efforts déployés pour mettre en place une croissance économique régionale et la Nouvelle Stratégie de croissance ainsi qu'un développement inclusif, la JICA entend renforcer la coopération régionale pour lutter contre les problèmes communs aux pays d'Asie du Sud-Est, tout en assurant une coopération plus traditionnelle par pays. Par exemple, afin de consolider la « connectivité » nécessaire aux activités économiques et sociales transfrontalières, la JICA a insisté sur la « connectivité physique » par le développement d'infrastructures matérielles comme les routes, les ports et les aéroports, ainsi que sur la « connectivité institutionnelle » par le développement des infrastructures immatérielles, notamment en renforçant les capacités dans les douanes et en harmonisant les systèmes de chaque pays. En outre, la JICA est également attentive à la « connectivité humaine » par le renforcement des partenariats entre les universités des pays de l'ANASE et du Japon.

Par ailleurs, en s'attaquant aux problèmes communs de la région, la JICA s'attache à établir des partenariats plus solides avec les pays fondateurs de l'ANASE en capitalisant sur les atouts de sa longue coopération avec ces pays.

Questions et actions prioritaires

■ Aide aux pays fondateurs de l'ANASE

Les pays fondateurs de l'ANASE continuent d'enregistrer une croissance économique stable. Cependant, pour maintenir cette croissance, il convient de trouver des solutions urgentes aux problèmes liés à l'urbanisation galopante. Les activités de la JICA consistent donc à promouvoir un urbanisme rationnel, écologique et harmonieux du point de vue environnemental. Cela passe par



Un barrage anti-inondation (photo) et des canalisations financés par des prêts d'APD équipent la zone de Kamanava, située sur une plaine ouverte fréquemment inondée, dans le Grand Manille, aux Philippines.

l'élaboration de plans et de systèmes d'urbanisme pour contrôler le développement, ainsi que par des transferts technologiques et la construction d'infrastructures nécessaires, notamment pour le transport public, l'approvisionnement en énergie et en eau et l'élimination des déchets.

En plus des difficultés concernant les infrastructures dites « matérielles », le développement des infrastructures « immatérielles » (les systèmes) présente également divers problèmes. Dans les pays plus industrialisés, afin d'éviter le « piège des pays à revenu intermédiaire »* et parvenir à la sophistication des industries, il est essentiel d'apporter une valeur ajoutée par l'accroissement du capital humain et le renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle, parmi d'autres mesures. La JICA a, par conséquent, soutenu des initiatives pour relever ces défis.

En outre, des pays comme l'Indonésie et les Philippines ont connu une série de catastrophes naturelles, telles que des inondations et des séismes, qui ont entravé leur croissance économique. La JICA a répondu à ces catastrophes par une aide humanitaire, ainsi que par une aide à la reconstruction et au développement, par exemple pour la construction des infrastructures économiques et pour la prévention des catastrophes à moyen et long terme, notamment par l'élaboration de systèmes d'alerte précoces. De plus, la JICA prend aussi des mesures pour lutter contre le changement climatique, qu'elle considère comme un défi majeur pour la région. Ces mesures portent aussi bien sur la prévention des feux de forêt et le développement de la géothermie et d'autres énergies renouvelables que sur l'installation de systèmes ferroviaires urbains à grande vitesse pour réduire le trafic et les émissions de gaz, ainsi que par des mesures d'adaptation pour diminuer la vulnérabilité de la région aux effets du changement climatique.

* De nombreux pays qui ont réussi à sortir du « piège de la pauvreté » parviennent temporairement à afficher une croissance forte. Cependant, lorsque le produit intérieur brut (PIB) par habitant atteint un niveau moyen, la croissance économique tend à stagner dans ces pays à cause des dysfonctionnements qui accompagnent un développement rapide, notamment l'élargissement de l'écart entre les riches et les pauvres et une présence accrue de la corruption.

■ Développement transfrontalier de la région du Mékong

La région du Mékong regroupe les pays irrigués par le fleuve Mékong dans la péninsule indochinoise, à savoir le Myanmar, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam. Parmi ces pays, les nouveaux membres de l'ANASE – le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam – accusent un retard en matière de développement économique et connaissent des taux de pauvreté élevés. Afin de parvenir à l'intégration de l'ANASE d'ici 2015, les disparités internes entre les pays fondateurs et les nouveaux membres de l'ANASE représentent un défi majeur.

Il n'en reste pas moins que ces dernières années, cette région, et plus particulièrement le Vietnam, est devenue une destination privilégiée pour les investissements des entreprises japonaises. La croissance économique régionale forte et continue porte à croire que ces pays poursuivront leur développement et que les liens avec le Japon se renforceront.

Dans la déclaration de Tokyo adoptée lors du sommet Mékong-Japon qui s'est tenu à Tokyo en novembre 2009, le Japon s'est engagé à fournir plus de 500 milliards JPY en prêts d'APD à cinq pays du Mékong sur une période de trois ans. Lors de l'annonce simultanée du plan d'action Mékong-Japon 63, le Japon a également promis de soutenir l'initiative « Décennie vers un Mékong vert ».

En accord avec la politique gouvernementale japonaise, la JICA met en œuvre une grande diversité de projets en partenariat avec d'autres pays comme la Thaïlande, qui est le moteur du développement de la région, afin de remédier aux disparités au sein de l'ANASE et de poursuivre le développement de la région du Mékong.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

■ Indonésie

Malgré un taux de pauvreté de 13,3 % (Banque mondiale 2011) en 2010, la croissance réelle du PIB de l'Indonésie a atteint environ 6,0 % en 2010 (Fonds monétaire international [FMI] 2010), et avec ses 240 millions d'habitants, le pays s'impose comme l'une des forces motrices de l'économie régionale de l'ANASE. Ces dernières années, la nécessité est devenue plus pressante d'améliorer le climat de l'investissement en Indonésie, notamment au niveau du développement des infrastructures ; d'apporter des réponses aux problèmes mondiaux comme le changement climatique ; et enfin d'instaurer une société capable d'assurer la protection des vies humaines par la réduction des disparités et la prévention des catastrophes.

En se basant sur les besoins de l'Indonésie en matière de coopération, la JICA entreprend des initiatives à Jakarta, la capitale, qui est confrontée à un manque sérieux d'infrastructures. La JICA assure notamment une coopération pour l'amélioration de l'environnement de l'investissement à travers des mesures comme la zone urbaine prioritaire (MPA pour « Metropolitan Priority Area ») pour l'investissement et l'industrie dans la région de JABODETABEK. De plus, pour encourager l'installation d'entreprises privées, la JICA s'efforce de stimuler le développement institutionnel des PPP (partenariats public-privé) [→ voir l'étude de cas, page 11].

Concernant les mesures de lutte contre le changement climatique, la JICA soutient le renforcement du cadre politique de



Le barrage *Sabo*, construit avec la coopération de la JICA, empêche les coulées de débris après l'éruption du mont Merapi (Indonésie).

l'Indonésie par l'octroi d'un prêt en appui du programme de lutte contre le changement climatique. La JICA promeut également un ensemble de mesures dans le domaine du changement climatique par la mise en œuvre de projets individuels, notamment pour la préservation des forêts et la production d'énergie géothermique [→ voir l'étude de cas, page 14].

Par ailleurs, la JICA apporte depuis de nombreuses années une aide pour la prévention des catastrophes et la reconstruction en Indonésie qui, comme le Japon, subit fréquemment séismes et éruptions volcaniques. Des mesures structurelles et non structurelles ont été continuellement mise en œuvre, notamment une aide au renforcement des capacités des ingénieurs et l'établissement d'un système d'alerte précoce [→ voir l'étude de cas, page 109]. Les barrages *Sabo*, construits en coopération avec la JICA suite à l'éruption du mont Merapi en octobre 2010, ont permis de réduire de manière significative les coulées pyroclastiques.

■ Les Philippines

Les Philippines ont connu une stagnation économique temporaire suite à la crise financière de 2008, après avoir enregistré une croissance de 7,1 % en 2007, le taux le plus haut des 30 dernières années. Néanmoins, l'économie philippine a fait preuve d'une remarquable capacité de rétablissement en 2010 en atteignant une croissance économique réelle de 7,6 %. L'incidence de la pauvreté a également connu un recul en passant de 33,1 % en 1991 à 26,5 % en 2009. Il n'en reste pas moins que comparé à d'autres pays fondateurs de l'ANASE (Indonésie, Thaïlande, Malaisie), les taux de croissance du PIB des Philippines de ces 50 dernières années restent faibles tandis que la réduction de la pauvreté progresse peu et que les écarts de revenus continuent d'être élevés. Le pays doit également soutenir une croissance démographique annuelle moyenne proche de 2,0 %.

Le gouvernement philippin a l'ambition de devenir un pays un revenu intermédiaire, comme les autres pays fondateurs de l'ANASE. Afin de stimuler davantage la croissance économique et créer de l'emploi, le gouvernement promeut activement le développement des infrastructures par l'utilisation de ressources financières privées et il améliore le climat de l'investissement. Par ailleurs, le pays étant vulnérable à certains facteurs externes, comme la montée des prix alimentaires et les catastrophes naturelles, le gouvernement apporte une aide directe qui vise plus particulièrement les populations pauvres concentrées dans les zones rurales pour les inclure dans le processus de développement.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre

Contribuer au développement régional

Grâce au programme de développement des réseaux de transport, la JICA a apporté une aide pour améliorer les infrastructures logistiques et de transport des zones non affectées par le conflit de Mindanao, et pour renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) de la région, et par conséquent, contribuer à son développement.



Une fédération d'associations regroupées en coopérative a été lancée au sein de la grappe industrielle pour établir un nouveau centre de production bananière pour l'exportation.

Favoriser le réseau logistique par la construction d'un terminal à conteneurs

Le port de Cagayan de Oro est le point d'entrée maritime du nord de l'île de Mindanao, il accueille principalement les cargos du parc industriel de PHIVIDEC (où sont également situées des entreprises japonaises). Mais l'encombrement du port obligeait les navires à attendre longtemps en mer, tandis que la logistique et les transports de la zone étaient devenus inefficaces.

En réponse, le terminal à conteneurs de Mindanao a été achevé en 2004, au sein du parc industriel de PHIVIDEC, grâce à un prêt d'APD, afin de décongestionner le port de Cagayan de Oro et de promouvoir une logistique et un transport fluide.

Depuis la construction du terminal, le volume de conteneurs de cargo importés a été multiplié par 3,3, tandis que le volume de conteneurs exportés a progressé de 28 % de 2008 à 2009. Face à une demande croissante, le nombre de transitaires maritimes disposant d'un bureau au terminal est passé de 7 (à l'ouverture du terminal en 2004) à 19 entreprises (en 2010). Cela a contribué à l'établissement d'un réseau logistique actif dans la région et à l'amélioration de l'environnement des affaires pour les entreprises locales.

À l'exception de 2009, où la crise économique mondiale s'est faite durement ressentir, les exportations à partir de cette zone ont décollé, en

particulier pour les grandes industries, notamment du secteur alimentaire et minier. Le terminal a donc eu un impact positif sur l'économie régionale.

Stimuler le développement des PME par les activités des grappes industrielles

Plus au sud, à Davao, la plus grande ville de Mindanao, le Conseil pour le développement régional de Davao s'efforce de revitaliser le tissu industriel régional via une approche axée sur les « grappes industrielles »* pour parvenir à une croissance économique régionale. Depuis octobre 2007, la JICA assure une coopération technique pour promouvoir cette approche et renforcer les capacités des agences concernées.

Des grappes industrielles ont été créées pour les huit secteurs principaux de la région de Davao (la banane, la mangue, la noix de coco, les algues, le bois, les mines, le tourisme et les technologies de l'information et de la communication [TIC]). Les PME, les agences gouvernementales, les universités et les instituts de recherche ont partagé leurs connaissances et leur expérience pour régler les problèmes communs et développer les industries. La JICA a offert une assistance technique pour développer des stratégies, élaborer des plans de travail et réaliser des projets pilotes.

* L'approche axée sur les grappes industrielles vise à améliorer l'environnement des affaires dans la région par le développement d'un réseau d'organisations, notamment de PME, d'entreprises d'intérêt collectif et d'instituts de recherche.

Par la mise en œuvre des plans de travail, la JICA a également contribué au renforcement des capacités des membres de l'équipe chargée de gérer la grappe, des agences gouvernementales et du personnel des gouvernements locaux, pour une meilleure efficacité de l'approche.

Le projet a remporté le prix de la « meilleure pratique » d'APD

Le projet de coopération technique décrit ci-dessus a permis un décollage des activités des grappes industrielles. Dans l'industrie de la mangue par exemple, les méthodes de gestion des pesticides ont été améliorées pour augmenter le rendement dans le cadre d'un projet pilote sur les activités de grappes. Des programmes de formation ont également été organisés pour promouvoir la planification de la production de mangues, afin de prévenir les chevauchements avec les périodes de production ou de livraison des autres régions. Dans l'industrie bananière, les agriculteurs locaux se sont regroupés pour former une nouvelle fédération. La fédération effectue des études de marché sur le Japon et d'autres pays, et elle travaille à la création de nouveaux canaux d'exportation.

Par ailleurs, les activités de développement conjointes entre les grappes se sont amplifiées. De nouvelles idées sont avancées et les informations sont échangées de manière proactive. Des effets d'entraînement qui n'avaient pas été prévus se sont produits.

Le projet s'est achevé en juin 2010. Ses résultats et son impact ont été largement salués, notamment pour la promotion des exportations de bananes, de bois et d'autres produits. Le projet a d'ailleurs reçu le prix de la « meilleure pratique » d'APD, remis par l'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA) des Philippines en décembre 2010. Certains membres des grappes ont même reçu des propositions commerciales d'entreprises japonaises.

Comme cela a été mentionné ci-dessus, le développement d'un port central à Mindanao et la revitalisation d'industries locales devraient stimuler les transports intra-régionaux et favoriser le développement économique.



Le terminal à conteneurs de Mindanao

sur les domaines prioritaires suivants : 1) une croissance économique durable apte à créer des opportunités d'emploi ; 2) l'autonomie des pauvres et l'amélioration de leur qualité de vie ; et 3) la paix et la stabilité à Mindanao. En se basant sur les priorités mentionnées ci-dessus, la JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures par les partenariats public-privé ; le renforcement politique et institutionnel pour l'amélioration du climat de l'investissement ; la gestion et la réduction des risques de catastrophe ; et le développement communautaire dans les zones de Mindanao affectées par le conflit [➔ voir l'étude de cas, page 35].

Thaïlande

Le gouvernement thaïlandais met actuellement en application le 10^e plan national de développement économique et social (2006-2011) qui vise à renforcer les ressources humaines et les politiques pour faciliter l'adaptation aux futurs changements et poursuivre la mondialisation. Dans cette optique, la Thaïlande prend des mesures pour accroître la compétitivité internationale, stimuler la demande intérieure et consolider l'économie au niveau local. La Thaïlande a un RNB par habitant de 3 760 USD (2009), et elle concentre désormais ses efforts de développement pour devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur.

Les activités de coopération de la JICA en Thaïlande se divisent en trois domaines prioritaires : 1) l'amélioration de la compétitivité pour une croissance durable apte à stimuler le développement ; 2) l'adaptation aux problèmes de développement dans une société en pleine maturation afin de surmonter les défis qui accompagnent la croissance ; et 3) la coopération conjointe en faveur de pays tiers qui marque l'évolution de la Thaïlande vers les pays donateurs.

En se basant sur ces trois domaines prioritaires, la JICA entreprend des initiatives pour les infrastructures matérielles et immatérielles. Ces initiatives comprennent le développement des ressources humaines et des institutions pour la promotion industrielle, le développement d'infrastructures comme le système de transport public à Bangkok, le renforcement de systèmes de gestion environnementale et des politiques liées au changement climatique, des mesures de correction des disparités entre les zones urbaines et rurales, la coopération sur les problèmes de développement liés au vieillissement démographique, le soutien aux populations vulnérables, notamment aux mesures de lutte contre le trafic d'êtres humains et la promotion de la coopération Sud-Sud [➔ voir l'étude de cas, page 37].



L'Université de Chulalongkorn est l'une des institutions chargées de la coopération dans la région dans le cadre du Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net). Le projet a pour objectif de développer les ressources humaines nécessaires à l'industrie.

Cambodge

Depuis 2010, l'économie cambodgienne se remet de la crise financière mondiale après avoir perdu la dynamique qui lui assurait, jusqu'en 2009, une croissance à deux chiffres. En 2010, son PIB nominal était de 11,6 milliards USD (estimation du FMI) – soit presque le double de celui de 2005. Cependant, le Cambodge continue de se situer parmi les pays les plus mal classés de l'ANASE au regard de divers indices de développement, notamment du RNB par habitant et du taux de mortalité infantile. Afin de parvenir à l'intégration de l'ANASE d'ici 2015 et que le Cambodge poursuive son développement économique et réduise la pauvreté, le pays doit développer ses infrastructures économiques et sociales, mais aussi continuer à renforcer ses capacités institutionnelles et développer ses ressources humaines dans divers secteurs. Pour répondre à ces besoins, la JICA apporte son aide pour le développement des infrastructures matérielles et immatérielles.

Concrètement, la JICA soutient le développement d'infrastructures économiques essentielles telles que les ports, les routes principales, les ponts et les installations électriques, ainsi que l'établissement de zones économiques spéciales pour stimuler le secteur privé. La JICA s'attache également à améliorer les services liés aux investissements et à développer les dispositifs d'irrigation ainsi qu'à perfectionner la distribution pour augmenter la productivité du secteur agricole, fondamental pour l'économie [➔ voir l'étude de cas, page 117]. Pour parvenir à un développement inclusif, la JICA étend son aide aux zones rurales pour l'approvisionnement en eau, l'amélioration des services de santé et le développement des ressources humaines dans le secteur de l'enseignement [➔ voir l'étude de cas, page 101]. La JICA travaille également au renforcement des bases économiques et de la gouvernance qui forment la colonne vertébrale du développement social. Ces initiatives comprennent la réforme du système juridique ; l'amélioration des capacités administratives, notamment au niveau des gouvernements locaux ; et le renforcement des capacités des services fiscaux et de douanes.

Laos

Le Laos est le seul pays de l'ANASE à être dépourvu de littoral. Avec seulement 6,3 millions d'habitants sur un territoire à peu près équivalent à l'île japonaise de Honshu, sa densité de population est extrêmement faible. Par ailleurs, avec 48 groupes ethniques, la population laotienne est très diversifiée. Près de 80 % de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture. Le Laos fait partie des pays les moins avancés (PMA) dans la nomenclature des Nations unies, à cause de la faiblesse de son RNB par habitant et de sa vulnérabilité économique. Les reliefs montagneux, qui représentent 80 % de la surface terrestre du Laos, et le sous-développement des infrastructures tendent à isoler les communautés et à entraver l'accès aux services sociaux. Dans ce contexte, le gouvernement laotien encourage la mise en œuvre des principes de l'économie de marché. Après avoir désigné la réduction de la pauvreté comme objectif national, le Laos entend réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015 et quitter les rangs des PMA d'ici 2020.

L'approche de la JICA dans le cadre de son aide au Laos évolue autour de trois axes : la progression vers la réalisation des OMD ; l'édification des fondations aptes à soutenir une croissance économique indépendante et durable du pays ; et le renforcement

Maximiser les atouts de la communauté

Le taux de natalité de la Thaïlande est en déclin et sa société vieillit rapidement. Dans le cadre d'un projet d'une durée initiale de quatre ans et qui a débuté en 2007, la JICA et le gouvernement thaïlandais développent un modèle destiné à fournir des soins durables aux personnes âgées. Ce modèle, ancré dans les pratiques communautaires, tirera parti des atouts de la communauté, notamment de ses membres, des volontaires et des clubs de personnes âgées.



Une séance de gymnastique douce pour les personnes âgées de la communauté (Khon Kaen)

Vieillesse rapide de la société

En Thaïlande, la part des personnes âgées de plus de 65 ans a déjà atteint près de 10 % de la population. À ce rythme, la proportion des personnes âgées devrait dépasser 14 % de la population en 2023 et faire de la Thaïlande une « société vieillissante », selon les critères des Nations unies.

Le projet est mis en œuvre conjointement par le ministère de la Santé publique, qui supervise les services de santé, le ministère du Développement social et de la sécurité humaine, chargé de la protection sociale, et par la JICA, avec la coopération des municipalités locales et des membres des communautés. Le projet doit établir, par la mise en place d'activités, un modèle de services intégrés de soins de santé et de protection sociale de proximité pour les personnes âgées. Le modèle doit être étendu à terme à l'ensemble du pays. Concrètement, les membres des communautés prennent en charge, avec le soutien du projet, des activités sur quatre sites en prenant en compte les besoins de la communauté et les ressources disponibles.

Étendre le modèle à l'ensemble du pays

À Surat Thani, au sud, l'accès aux soins de santé et aux services sociaux est difficile, notamment à cause du manque de moyens de transport. C'est dans ce contexte que le modèle consistant à regrouper un ensemble de services dans une unité mobile (« Mobile One-Stop Services ») a été élaboré et appliqué chaque

mois. Grâce à ce modèle, le personnel chargé des soins médicaux et de la prévention des maladies, les travailleurs sociaux et les volontaires de la communauté visitent ensemble chaque village et offrent des consultations médicales et sociales.

Bien que les activités diffèrent en fonction des sites du projet, elles partagent un cadre commun : « les membres des communautés, dont les volontaires, jouent un rôle important », « les organismes concernés, dont les gouvernements locaux, offrent une assistance technique », et « les membres des communautés et les gouvernements locaux travaillent ensemble ». De plus, l'envoi d'experts à court terme, chargés de la formation technique des employés du gouvernement central pour le soin et la gestion des personnes atteintes de démence, ainsi que la formation des membres des communautés aux soins infirmiers de base permettent le développement des ressources humaines du gouvernement central et de ses entités locales.

En août 2010, une conférence nationale a été organisée à Bangkok pour partager les résultats des activités conduites sur les quatre sites du projet. Des échanges de vues actifs ont eu lieu avec la participation de 260 personnes issues de 50 provinces à travers le pays.

Avant la fin du projet en novembre 2011, la JICA établira la synthèse des résultats des activités modèles afin d'en tirer les enseignements à appliquer à d'autres activités de soins aux personnes âgées et de créer un manuel reprenant en détail les activités conduites sur chaque site du projet. Par ailleurs,

des recommandations seront compilées pour présenter un ensemble de savoir-faire pratiques et reproduire ces résultats. À travers ces efforts, la JICA entend étendre les résultats de ces activités modèles à toute la Thaïlande.

Vu par notre expert

Keiji Takebayashi Conseiller principal

À Bang Si Thong, dans la province de Nonthaburi, le club des personnes âgées et les membres de la communauté jouent un rôle clé dans la création d'activités visant à prévenir les maladies et à promouvoir la santé. Par ailleurs, ils ont aidé à établir un centre de rééducation avec la coopération de la ville (le nom est pompeux, car il s'agit en fait d'une maison ordinaire). Les membres de la communauté ayant reçu une formation offrent des services de rééducation en tant que volontaires.

Ces activités s'ancrent dans la conviction profonde des membres de la communauté qu'il est préférable de bénéficier de services offerts par des non-professionnels que de ne pas disposer de services.

À la fin de l'année 2010, le vice-président du club de personnes âgées de la communauté, une personnalité centrale dans la conduite de ces activités, a souffert d'une hémorragie cérébrale. C'est probablement grâce à son engagement quotidien dans des activités de santé que le vice-président a pu détecter seul le problème et prendre un taxi pour l'hôpital avant de perdre conscience en chemin. Malgré une paralysie du côté droit, il est sorti de l'hôpital et a commencé une rééducation avec les volontaires – un service qu'il a lui-même contribué à organiser. Aujourd'hui, il parvient à marcher avec une canne.

Je pense que tout cela aurait bien plus mal fini s'il n'était pas allé rapidement à l'hôpital ou s'il n'avait pas immédiatement commencé la rééducation (et je crains que la majorité de la population thaïlandaise n'aurait pas eu ces bons réflexes). Cela m'a donné espoir en l'avenir. Malgré de faibles ressources médicales, il est possible d'accomplir quelque chose avec les atouts de la communauté et de la population.

Je crois que c'est l'une des grandes réussites de ce projet.



M. Takebayashi, expert de la JICA, visite une personne âgée accompagné d'un volontaire.

des capacités comme condition préalable à l'autonomie. La JICA assure une coopération variée dans les domaines prioritaires suivants : améliorer l'accès à l'enseignement de base, étendre les services de santé, développer les zones rurales ainsi que les infrastructures économiques et sociales, et renforcer le secteur privé et les capacités administrative [→ voir l'étude de cas, page 10].

Afin de remédier au retard du Laos en terme de développement par rapport aux autres pays de l'ANASE, la JICA a initié le programme pilote pour le Laos (PPL) pour corriger les disparités régionales en vue de l'intégration de l'ANASE d'ici 2015. En partenariat avec le secrétariat de l'ANASE, le projet vise à mettre en valeur les charmes du Laos, dont les paysages naturels sont splendides, et à promouvoir un développement durable en s'appuyant sur le concept d'un « Laos propre, vert et beau » [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. Enfin, les nombreuses munitions non explosées qui restent au Laos entravent son développement et représentent un danger mortel pour de nombreux habitants. C'est pourquoi la JICA a commencé à prendre des mesures en tirant parti de son expérience en matière de déminage au Cambodge.

■ Myanmar

En novembre 2010, le Myanmar a connu sa première élection générale depuis près de 20 ans et un nouveau gouvernement a été formé par l'ancien premier ministre élu président, Thein Sein, en mars 2011. Le Japon, tout en suivant de près les progrès de la démocratisation et de la situation des droits de l'homme au Myanmar, étudiera et mettra en œuvre au cas par cas des projets centrés sur les besoins humains fondamentaux qui bénéficieront directement à la population.

De manière plus concrète, les activités de coopération couvrent : la prévention des trois principales maladies infectieuses que sont



Projet de renforcement des capacités des équipes de formation du personnel de santé primaire (Myanmar)

le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose ; l'approvisionnement en eau des villages situés au centre et où l'aridité a provoqué une grave pénurie en eau ; la lutte contre les drogues dans l'État du Shan, au nord du pays ; la préservation des terres agricoles et des mangroves dans le delta d'Ayeyarwady, gravement endommagé par le cyclone Nargis ; et l'établissement d'alertes pour les cyclones.

■ Vietnam

Ces dernières années, le Vietnam a atteint une croissance économique stable d'environ 7 % et un RNB par habitant supérieur à 1 000 USD en 2009. La réduction de la pauvreté a progressé et la part des personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour (le taux de pauvreté) a décliné de 50 % en 1998 à 12,3 % en 2009. Par ailleurs, le développement d'une main-d'œuvre de haute qualité apte à soutenir la croissance économique ainsi que celui d'infrastructures de base, comme l'électricité et les transports, n'ont pas atteint un niveau

Étude de cas Programme pilote du Laos (PPL) en faveur de la réduction des écarts de développement et de l'intégration de l'ANASE

Mécanisme de coopération pour remédier aux disparités intra-régionales vers l'intégration régionale de l'ANASE

Corriger les disparités intra-régionales est l'un des défis clés à surmonter pour parvenir à une intégration de l'ANASE d'ici 2015. C'est pourquoi la JICA et le secrétariat de l'ANASE ont commencé à assurer une coopération pour soutenir les efforts du Laos, qui accuse un retard de développement par rapport aux autres pays de l'Association, et progresser vers une intégration de l'ANASE. Grâce à cette aide, la JICA et le secrétariat de l'ANASE s'attachent à développer conjointement un mécanisme de soutien aux nouveaux membres afin de corriger les disparités au sein de l'Association.

Capitaliser sur la richesse naturelle du Laos

La coopération, qui s'appuie sur le concept d'un « Laos propre, vert et beau », a débuté en octobre 2010 et porte sur les trois domaines suivants : le développement du tourisme ; la

promotion de produits agricoles sûrs ; et la gestion environnementale. Le partenariat entre la JICA et le secrétariat de l'ANASE est l'un des volets de ce programme. Il vise à développer, par une aide spécifique, un mécanisme de coopération tripartite (JICA, ANASE, gouvernement partenaire) pour les nouveaux pays membres de l'ANASE, et à standardiser les procédures de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des projets. Ce programme « pilote » s'étendra à terme à d'autres pays de l'ANASE.

Le bureau du programme est basé à Vientiane, capitale du Laos, et la première réunion du comité de pilotage s'est tenue en mars 2011. Avec la perspective de 2012, année du tourisme au Laos, la composante touristique prend une nouvelle dimension. L'équipe de la JICA chargée du projet et l'administration nationale lao du tourisme se sont réunies en février pour sélectionner trois provinces pilotes.



La JICA et l'ANASE ont conclu un mémorandum d'entente par le biais de leurs représentants, le secrétaire général de l'ANASE, Surin Pitsuwan, et la présidente de la JICA, Sadako Ogata, en juin 2008.

suffisant et forment des goulots d'étranglement pour la croissance. À cela viennent s'ajouter les disparités de revenus entre les zones urbaines et rurales ainsi que les dégradations environnementales. Il convient également d'améliorer la gouvernance pour s'attaquer à ces problèmes de développement.

La JICA assure une coopération variée dans les domaines prioritaires suivants : 1) promouvoir la croissance économique et renforcer la compétitivité internationale ; 2) améliorer les conditions de vie et les conditions sociales et corriger les disparités ; 3) protéger l'environnement ; et 4) renforcer la gouvernance. La coopération répond à plusieurs problèmes : l'amélioration de l'environnement des affaires et le développement des industries auxiliaires ; la construction d'infrastructures telles que les autoroutes, les voies ferrées, les systèmes d'égout et d'approvisionnement en eau ; l'amélioration des soins de santé ; la prévention des catastrophes ; et la lutte contre le changement climatique [➔ voir les études de cas, pages 10, 83, 87, 129, 113].

■ Timor-Est

Le Timor-Est va bientôt célébrer le 10^e anniversaire de son indépendance, acquise en 2002. Ces dernières années, la situation sécuritaire du pays s'est rapidement stabilisée et il enregistre une croissance économique à deux chiffres depuis 2008. En juillet 2011, le Timor-Est a annoncé son plan de développement stratégique pour l'horizon 2030 et le pays a commencé à prendre les mesures pour évoluer du stade de la « reconstruction » vers celui d'un développement économique complet.

Jusqu'à aujourd'hui, la JICA apporte son aide au Timor-Est dans les domaines prioritaires suivants : développement des ressources humaines et renforcement des institutions ; amélioration et maintenance des infrastructures ; développement rural et agricole ; et consolidation de la paix. Cependant, avec la stabilisation de la situation sécuritaire, la JICA fait évoluer son aide en matière de « consolidation de la paix » pour se consacrer davantage au développement des infrastructures qui contribuent à l'ouverture de perspectives économiques. La solidité de l'économie nationale requiert le développement d'industries pouvant remplacer les revenus de l'industrie pétrolière. L'aide de la JICA s'attache à créer un environnement plus favorable pour y parvenir. En plus des projets mentionnés ci-dessus, la JICA continuera de déployer ses efforts dans les domaines suivants : un développement rural qui contribue à la réduction de la pauvreté (l'un des problèmes clés de développement



Les pluies torrentielles durant la saison tropicale abiment souvent les routes et provoquent des blocages (la photo est prise au cours du travail de rénovation du gouvernement). La JICA soutient le renforcement des capacités pour le travail de maintenance des routes (Timor-Est).

du Timor-Est) ; l'aide à l'amélioration des technologies agricoles ; et le développement des ressources humaines, dont le manque de qualification constitue un autre goulot d'étranglement important pour le développement du pays [➔ voir l'étude de cas, page 97].

■ Malaisie

La Malaisie, grâce à une croissance stable, est en passe de devenir l'un des pays les plus développés de l'ANASE. Il a fait partie des premiers pays à sortir de la crise financière mondiale et à revenir vers une croissance stable. En mars 2010, le gouvernement malaisien a annoncé son nouveau modèle économique (NME), une feuille de route économique à long terme. Le plan NME expose les politiques visant à accroître le revenu annuel par habitant à 15 000 USD d'ici 2020, en évoluant vers des industries à forte intensité de connaissance, parmi d'autres stratégies. Le 10^e plan de la Malaisie a été annoncé en juin 2010, il établit les lignes directrices des dotations budgétaires pour le développement pour les cinq prochaines années.

En réponse aux actions entreprises par la Malaisie, la JICA a apporté une aide visant à établir des relations de coopération plus équitables en se concentrant sur les quatre domaines prioritaires suivants : 1) étendre les bénéfices mutuels entre le Japon et la Malaisie ; 2) relever les défis qui accompagnent une croissance rapide ; 3) résoudre les problèmes régionaux ; et 4) renforcer les capacités de mise en œuvre de l'aide et promouvoir la coordination de l'aide entre le Japon et la Malaisie.

La coopération actuellement mise en œuvre sous forme de prêts d'APD comprend par exemple le projet de transfert d'eau brute de Pahang-Selangor pour l'approvisionnement en eau de Kuala Lumpur, la capitale ; le projet de financement de prêts pour l'enseignement supérieur ou initiative HELP3, qui offre l'occasion à des étudiants locaux d'étudier les sciences ou l'ingénierie au Japon. D'autres projets sont réalisés via la coopération technique, dont le programme de conservation de la biodiversité et des écosystèmes à Bornéo phase II (BBEC II), mis en œuvre dans l'État de Sabah, et le projet d'amélioration de la sûreté et de la sécurité maritime qui vise à stimuler les capacités de l'Agence malaisienne de police maritime (MMEA).

En se basant sur les nouvelles tendances des politiques de développement exposées ci-dessus, la JICA conduit actuellement une étude analytique du pays pour trouver les modes d'exécution de l'APD de la JICA durant les prochaines années.

■ Singapour

Singapour a atteint un niveau de développement économique remarquable. Les relations de coopération entre ce pays – affranchi de l'APD de la JICA depuis l'exercice 1998 – et le Japon ne sont pas celles d'un pays donateur et d'un pays bénéficiaire, mais celles de deux partenaires qui assurent conjointement environ 20 sessions de formation par an, principalement pour les pays de l'ANASE. Depuis le lancement du programme de partenariat entre le Japon et Singapour (JSPP), de l'exercice 1994 à l'exercice 2009, plus de 250 formations ont été organisées avec la participation de plus de 4 600 étudiants issus de 87 pays.

Depuis l'exercice 2009, la JICA détache, dans le cadre d'une nouvelle initiative, un chargé de recherche auprès de l'École de politiques publiques Lee Kuan Yew de l'Université nationale de Singapour pour établir des réseaux avec des organisations susceptibles d'améliorer les programmes de la JICA, notamment par des recherches et des séminaires conjoints.